

DÉCENTRALISATION

Les patrons de département montrent les dents

Jean-Baptiste Forray | France | Publié le 23/11/2021 | Mis à jour le 24/11/2021

Dans son discours devant le Congrès des maires, Emmanuel Macron a considéré qu'il ne pouvait y avoir « 100 politiques sociales ». Une conception de la décentralisation digne « du XIXe siècle », selon le patron de l'Assemblée des départements de France, François Sauvadet.



Le discours d'Emmanuel Macron en clôture du grand rassemblement, ce 18 novembre, de l'AMF, n'en finit pas de produire des vagues. Le nouveau chef de file de l'ADF, François Sauvadet (UDI), a fort peu goûté que le président de la République décrive les départements comme de simples guichets d'allocations attribuées selon des critères nationaux.

« Est-ce que, dans notre pays, on vote pour qu'il y ait 100 politiques sociales ? Non », avait jugé le chef de l'Etat. « L'idée qu'on va répondre aux enjeux du futur en faisant passer tout le monde sous la toise est une idée du XIX^e siècle », lui a vertement répondu François Sauvadet, à l'occasion de la présentation des assises des départements, qui se dérouleront les 2 et 3 décembre à Bourg-en-Bresse (Ain).

Et le patron de la Côte-d'Or de souligner que l'aide sociale à l'enfance ne peut être la même en Seine-Saint-Denis et dans la Creuse, le soutien aux personnes âgées revêtir les mêmes formes à Paris et dans l'hyper-ruralité.

- Emmanuel Macron dit aux maires leurs quatre vérités ^[1]

Bras de fer sur les routes

A la manière du numéro 2 de l'AMF, le socialiste André Laignel, François Sauvadet brosse un tableau très sombre des relations entre l'Etat et les collectivités. « Va-t-on continuer à tout décider depuis Paris ? Les départements dansent sur un volcan. En dehors des droits de mutation à titre onéreux, qui peuvent s'écrouler comme durant la crise de 2008, il ne nous reste plus rien », met-il en garde, dénonçant un Etat aux abonnés absents pour endiguer l'explosion des problèmes psychiatriques chez des jeunes soumis à des confinements à répétition.

- Décentralisation : le sombre tableau de l'AMF ^[2]

François Sauvadet ne se montre pas plus tendre au chapitre du projet de loi « 3DS », comme différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification. Un texte, qu'après le Sénat, l'Assemblée nationale examinera en séance dans la semaine du 6 décembre.

François Sauvadet s'oppose au rôle accordé aux régions dans le cadre d'une expérimentation du transfert des routes nationales. « On gère déjà 385 000 kilomètres. On a les ingénieurs. On sait faire », s'agace l'ancien ministre de la Fonction publique de Nicolas Sarkozy. Ce qui ne l'empêche pas de dauber sur les 10 000 kilomètres de routes nationales que le pouvoir central propose de transférer. « L'Etat n'investit pas sur ces portions. Je comprends les réserves des départements alpins », dit-il.

Compétence économique de proximité

Les adhérents de l'ADF réclament à cor et à cri le transfert des gestionnaires de collège, aujourd'hui sous l'administration du ministère de l'Education nationale. « Quand on veut introduire des produits locaux dans la restauration de nos collèges, on ne peut rien faire sans leur accord », dénonce François Sauvadet.

Dans le même mouvement, le président de l'ADF demande le transfert de la médecine scolaire. « Nous qui nous occupons de la protection maternelle et infantile, nous pourrions suivre les enfants de 0 à 18 ans », met-il en avant.

A ses côtés, le porte-drapeau du groupe de la droite, du centre et des indépendants de l'ADF, Nicolas Lacroix, opine du chef. Il dénonce les lois « Notre » et « Maptam », qui ont désorganisé les interventions des départements dans le domaine de l'éducation avec, en particulier, le transport scolaire confié aux régions.

A l'occasion de ses assises de Bourg-en-Bresse, les 2 et 3 décembre, l'ADF présentera 102 propositions. Elle interpellera les candidats à la magistrature suprême avec l'AMF et Régions de France dans le cadre de Territoires Unis.

Mais, sans attendre, la puissance invitante des assises, le président LR de l'Ain, Jean Deguerry, donne de la voix. A la tête du « premier département industriel de France », présence de la Plastics vallée à Oyonnax oblige, il réclame « le retour de la compétence économique de proximité » dans l'escarcelle de sa collectivité. Une pierre dans le jardin des régions, qui ont récupéré ce domaine d'intervention à la faveur de la réforme territoriale de François Hollande.

- Les élus de Territoires Unis resserrent les rangs ^[3]

POUR ALLER PLUS LOIN

- François Sauvadet, un chantre de la France profonde à la tête des départements
- Transferts de compétences : la Côte-d'Or refuse de payer la note à la région